

# CONSEIL MUNICIPAL DE BONDY – 22 SEPTEMBRE 2011

## Vœu Présenté par le Groupe des élus Socialistes, le Groupe des Elus Communistes et Partenaire et le Groupe des Elus Europe Ecologie/Les Verts

### Permettre un accueil digne des Roms en France

Les représentants des 27 gouvernements de l'UE ont approuvé en mai dernier un plan d'action fondé sur des stratégies nationales d'intégration des Roms. La ville de Bondy est confrontée depuis plusieurs années à l'installation de campements sous le Pont de Bondy, sur les délaissés routiers et le long des berges du canal de l'Ourcq. Les conditions de vie y sont indignes et les activités dangereuses pour la sécurité. Aussi la ville de Bondy souhaite trouver des solutions d'habitat pérenne pour ces familles. Les élus demandent donc à l'Etat français de lever deux obstacles majeurs à la mise en place de dispositifs d'accueil et d'insertion :

- ➔ Abroger les mesures transitoires pour l'accès au marché du travail des Bulgares et des Roumains. Cette interdiction d'accéder au travail légal prive ces populations de droits sociaux et de toutes les aides indispensables à leur intégration.
- ➔ Permettre aux villes et aux associations de bénéficier des fonds européens (FSE et FEDER) pour monter des projets « d'inclusion » des Roms.

Les élus demandent également que soit organisée une table ronde pour mettre en œuvre un plan d'action durable à l'échelle régionale, dans lequel chaque territoire prendrait sa part dans l'accueil des familles Roms.

En dépit de leur situation précaire, de leurs déplacements réguliers et de la stigmatisation dont ils sont victimes, ces familles ont le projet de s'installer durablement en France, car les conditions de vie y sont plus favorables que dans leur pays d'origine. Il est temps de construire les conditions nécessaires à leur installation pérenne sur le territoire. Ils sont des citoyens de l'Union Européenne, qui quittent leur pays pour des raisons politiques et économiques.

La mise en œuvre d'une stratégie nationale d'intégration est incompatible avec la politique sécuritaire actuellement menée par le gouvernement. La mise à l'index d'une catégorie de la population désignée comme responsable de la montée du sentiment d'insécurité est tout à fait incompatible avec les valeurs que nous défendons.

\*\*\*\*\*